TABLE DES MATIÈRES
DU VOLUME I

PAGES

Préface
par Françoise TULKENS IX

Introduction
par Nicolas BONBLED et Marc VERDUSSEN 1

PARTIE I.
THÉORIE GÉNÉRALE DES DROITS CONSTITUTIONNELS

I. Les enjeux d'une théorie générale des droits constitutionnels
par Paul MARTENS 11

1. – DE L'AUDITOIRE D'ÉLITE À L'AUDITOIRE UNIVERSEL 12

2. – L'ÉTERNELLE QUERELLE DES PARTISANS DE L'ABSTRAIT ET DU CONCRET 15

3. – LE DÉSENCHANTEMENT EUROPÉEN 17

4. – L'HARMONIE RETROUVÉE ? 19

II. Les droits constitutionnels : des droits fondamentaux ou des libertés publiques ?
par François RIGAUX 23

III. La consécration des droits constitutionnels

III.A. Les droits constitutionnels originaires
par Vincent DUJARDIN

1. – DE LA MUETTE DE PORTICI AU CONGRÈS NATIONAL 37

2. – LA COMMISSION DE LA CONSTITUTION 40

3. – L'ORIGINE ET L'ÉLABORATION DES ARTICLES 43

A. – *Les emprunts des Constitutions existantes* 48

1. Article 6 (aujourd'hui 10) 48

2. Article 7 (aujourd'hui 12) 49

PAGES

3. Article 8 (aujourd'hui 13) 50
4. Article 9 (aujourd'hui 14) 51
5. Article 10 (aujourd'hui 15) 52
6. Article 11 (aujourd'hui 16) 52
7. Article 12 (aujourd'hui 17) 53
8. Articles 14, 15 et 16 (aujourd'hui 19, 20, 21) 54
9. Article 18 (aujourd'hui 25) 60
10. Article 19 (aujourd'hui 26) 63
11. Article 20 (aujourd'hui 27) 64
12. Article 21 (aujourd'hui 28) 65
13. Article 24 (aujourd'hui 31) 66

B. – *Les articles originaux* 67
1. Articles 4 et 5 (aujourd'hui 8 et 9) 67
2. Article 13 (aujourd'hui 18) 69
3. Article 17 (aujourd'hui 24) 69
4. Article 22 (aujourd'hui 29) 70
5. Article 23 (aujourd'hui 30) 71

CONCLUSIONS 71

III.B. Les droits constitutionnels subséquents
par Marc VERDUSSEN

I. – UNE DYNAMIQUE DE DÉMOCRATISATION 78
A. – *La révision constitutionnelle de 1893* 78
B. – *La révision constitutionnelle de 1920-1921* 79
C. – *Les révisions constitutionnelles de 1981 à 1993* 81
D. – *La révision constitutionnelle de 1998* 82
E. – *Une citoyenneté plus universelle* 83

II. – UNE DYNAMIQUE DE MODERNISATION 83
A. – *La révision constitutionnelle de 1988* 84
B. – *La révision constitutionnelle de 1993-1994* 84
C. – *La révision constitutionnelle de 2000* 86
D. – *La révision constitutionnelle de 2002* 86
E. – *La révision constitutionnelle de 2005* 87
F. – *La révision constitutionnelle de 2007* 88
G. – *La révision constitutionnelle de 2008* 88
H. – *Une actualisation trop pointilliste* 88

PAGES

III.C. Classer les droits constitutionnels
par Ludovic HENNEBEL

I. – LES CRITÈRES 93
A. – *Le critère sociétal : la dialectique liant l'individu et le Pouvoir* 93
B. – *Le critère générationnel : l'objet* 95
C. – *Le critère hiérarchique : l'opposabilité* 97
D. – *Le critère subjectiviste : le titulaire* 99

II. – LES ENJEUX 101
A. – *L'enjeu scientifique* 101
B. – *L'enjeu idéologique* 102
C. – *L'enjeu juridique* 103

III. – LA MÉTHODOLOGIE 104

IV. Les destinataires des droits constitutionnels
par Paul LEMMENS et Nathalie VAN LEUVEN 111

I. – LES CRÉANCIERS 112
A. – *Les personnes physiques* 112
1. Les personnes physiques en général 112
2. Les étrangers 115
B. – *Les personnes morales* 121
1. Les personnes morales en général 121
2. Les personnes morales de droit public 124
C. – *Les minorités* 126

II. – LES DÉBITEURS 128
A. – *L'Etat et les autorités publiques : l'effet vertical des droits constitutionnels* 128
B. – *Les personnes physiques, les personnes morales de droit privé et les groupements : l'effet horizontal des droits constitutionnels* 131
1. Petit à petit vers une acceptation générale de l'effet horizontal des droits fondamentaux 131
a) Le droit au secret des lettres : un droit considéré depuis longtemps comme un droit de nature à avoir un effet horizontal ? 131
b) Approche prudente de l'effet horizontal des autres droits fondamentaux 133
c) Vers une légitimation et une acceptation générale de l'effet horizontal 135

PAGES

2. Les différentes catégories de débiteurs «privés» 138
a) Les personnes physiques 138
b) Les personnes morales 139
c) Les groupements 140
3. Différentes techniques : l'effet horizontal direct ou indirect ... 140
4. Un test de proportionnalité privatisé 143
a) Restriction prévue par la loi ? 143
b) But réel et légitime 144
c) Proportionnalité 145

III. – Conclusions 146

7. **L'interprétation des droits constitutionnels**
par Hugues Dumont et Christine Horevoets 147

I. – Les questions préliminaires 151

1. – *Les caractéristiques des droits constitutionnels belges déterminantes pour leur interprétation* 151
2. – *L'incidence des règles de compétence des juridictions suprêmes* .. 154
a) La coexistence d'un contrôle diffus et d'un contrôle centralisé des lois au regard des droits fondamentaux 155
b) Les conséquences de la coexistence d'un contrôle diffus et d'un contrôle centralisé des lois au regard des droits fondamentaux : une guerre des juges ? 158
c) L'aménagement d'un ordre de priorité dans les contrôles : la voie vers l'apaisement ? 162
3. – *Les «méthodes d'interprétation», les «techniques d'arrêts» et les «buts de l'interprétation»* 167
a) La notion d'interprétation et ses méthodes 167
b) Les techniques d'arrêt 171
c) Les buts de l'interprétation 175

II. – Les méthodes d'interprétation appliquées aux droits fondamentaux 175

1. – *Les méthodes classiques* 176
a) La méthode littérale 176
b) La méthode historique 180
c) Les méthodes logique et systématique 182
d) La méthode téléologique 186
e) Conclusion 191

PAGES

2. – *La règle de l'interprétation conforme au droit international* 191
a) Les formes et les modalités de l'interprétation conforme au droit international 191
b) Les effets de l'interprétation conforme au droit international . 195
c) Les limites de l'interprétation conforme au droit international 195
d) Les sources du droit international privilégiées dans la mise en œuvre de la règle de l'interprétation conforme 197
3. – *La méthode comparative* 199

III. – Les buts de l'interprétation des droits fondamentaux .. 201

1. – *Ni la cohérence du système ni le seul consensus* 202
2. – *Les cinq théories des droits fondamentaux sous-jacentes au Titre II de la Constitution* 205
a) La théorie libérale 205
b) La théorie démocratique 207
c) La théorie sociale 208
d) La théorie institutionnelle 210
e) La théorie du tropisme international déresponsabilisant 212
3. – *Evaluation des pratiques herméneutiques des juridictions suprêmes au regard des cinq théories des droits fondamentaux* .. 214
a) L'affaiblissement de la théorie libérale et le renforcement de la théorie sociale 214
b) La théorie démocratique tantôt renforcée, tantôt affaiblie 223
c) Une théorie institutionnelle tantôt renforcée, tantôt corrigée.. 232
d) Un tropisme international mal délimité 235

Conclusion 238

VI. La praticabilité des droits constitutionnels

VI.A. Les droits constitutionnels et le fédéralisme
par Nicolas Bonbled et Marc Verdussen 247

I. – La protection des droits constitutionnels comme compétence parallèle 248

A. – *La laborieuse émergence jurisprudentielle du principe du parallélisme* 248

B. – *Les traductions constitutionnelles du principe du parallélisme* .. 252

PAGES

C. – *Les difficultés d'application du principe du parallélisme* 253

1. La lutte contre les discriminations comme compétence parallèle 253

2. Des questions spéciales liées au respect des règles répartitrices de compétences 256

II. – Des droits constitutionnels comme compétence d'attribution 259

III. – Les effets du contrôle juridictionnel sur la protection des droits constitutionnels 261

A. – *Le contrôle juridictionnel comme vecteur de l'effet d'uniformisation du fédéralisme sur la protection des droits constitutionnels* 262

B. – *Le contrôle juridictionnel comme vecteur de l'effet de différenciation du fédéralisme sur la protection des droits constitutionnels* 266

Conclusion 268

VI.B. La limitation des droits constitutionnels (en ce compris les clauses transversales)
par Michel Melchior et Claude Courtoy 269

A. – Toute liberté peut-elle être l'objet d'une limitation ? ... 271

B. – Les conditions du principe de l'égalité et ses répercussions sur l'ensemble des limitations aux libertés 274

C. – L'auteur de la limitation 277

D. – Les clauses transversales 281

E. – La clause transversale relative aux restrictions aux droits et libertés 283

F. – La clause transversale interdisant l'abus de droit 289

G. – La clause transversale relative aux compétences 292

VI.C. Les droits constitutionnels conflictuels
par Eva Brems, Saïla Ouald Chaib et Stijn Smet 295

1. – Introduction 295

2. – Un plan en trois étapes pour le traitement des droits fondamentaux conflictuels 299

Etape 1. – *Eliminer les conflits apparents* 300

Etape 2. – *Rechercher un compromis* 300

PAGES

Etape 3. – *Critères de priorité* 300

1) Essentiel *vs* accessoire/Noyau *vs* périphérie 301

2) Sévérité de la limitation 301

3) Mettre les droits connexes dans la balance 302

4) Mettre l'intérêt général dans la balance 302

3. – Les droits fondamentaux conflictuels dans la jurisprudence des juridictions suprêmes belges 302

3.1. – *L'interdiction de la discrimination raciale en conflit avec des libertés politiques* 302

3.2. – *La liberté d'enseignement des parents (Constitution, article 24, §1er, alinéa 2) en conflit avec le droit à l'instruction de l'enfant (Constitution, article 24, §3)* 308

3.3. – *Le droit à un procès équitable en conflit avec la protection de l'intégrité physique* 312

3.4. – *Le droit à l'assistance d'un avocat en conflit avec le droit au traitement dans un délai raisonnable* 316

3.5. – *La liberté d'expression en conflit avec la présomption d'innocence* 318

3.6. – *La liberté d'expression en conflit avec le droit à la protection de la vie privée* 320

1) Conflit faisant suite à la publication d'un livre 320

2) Censure préventive 322

3) Confidentialité des sources journalistiques 324

4. – Quelques conclusions 326

VII. L'effectivité des droits constitutionnels

VII.A. La portée des droits constitutionnels
par Isabelle Hachez 331

Propos introductif : de la classification en générations de droits à un *continuum* d'obligations 331

I. – Les obligations positives 334

I.1. – *L'obligation de réaliser les droits fondamentaux* 334

A. Portée 335

B. Fondement 336

I.2. – *L'obligation de protéger les droits fondamentaux* 339

A. Portée 339

B. Fondement 341

PAGES

II. – Les obligations négatives 342

II.1. – *L'obligation de respecter les droits fondamentaux* 343

II.2. – *L'obligation de standstill* 344

A. Fondement 344

B. Portée de l'obligation de standstill 348

III. – L'obligation d'interpréter les lois conformément à la Constitution 351

IV. – Conclusion 352

VII.B. La protection des droits constitutionnels : panorama des garanties juridictionnelles et non juridictionnelles
par Robert Andersen et Christian Behrendt 355

VIII. La renonciation aux droits constitutionnels
par Philippe Frumer 367

Introduction 367

I. – La renonciation aux droits fondamentaux procéduraux ... 370

A. – *La renonciation aux droits procéduraux consacrés dans la Constitution* 371

1. Le droit à un tribunal 371

2. La publicité des débats : domaine de prédilection de la renonciation tacite 372

B. – *La renonciation à certains droits procéduraux découlant du seul article 6 de la Convention européenne* 374

1. Le principe de la renonciation à la présomption d'innocence et au droit au silence 375

2. Les modalités de la renonciation à la présomption d'innocence et au droit au silence 377

II. – La renonciation aux droits fondamentaux substantiels .. 379

A. – *L'euthanasie en tant que renonciation au droit à la vie : une hypothèse réfutable* 379

B. – *Les droits constitutionnels liés à la protection de la vie privée* .. 381

C. – *La liberté d'association et son versant négatif* 382

D. – *L'égalité devant la loi et la non-discrimination : vers l'émergence de droits non susceptibles de renonciation?* 385

E. – *L'article 23 de la Constitution et le rôle de la dignité humaine* . 390

PAGES

IX. Les dérogations aux droits constitutionnels
par Rusen Ergec et Sandrine Watthée 395

I. – Les restrictions aux libertés en temps de guerre : description 396

II. – Les restrictions aux libertés en temps de guerre : justification 400

III. – Les restrictions aux libertés en temps de paix 404

IV. – Les dispositions de droit international 406

1. – *L'existence d'un danger public menaçant la vie de la nation* ... 408

2. – *L'exigence de proportionnalité* 410

3. – *La conformité aux autres obligations découlant du droit international* 411

4. – *L'information du Secrétaire général du Conseil de l'Europe* 412

5. – *Les droits indérogeables* 412

Conclusion 413

X. L'envers des droits constitutionnels : les devoirs constitutionnels
par Sébastien van Drooghenbroeck et Delphine de Jonghe 417

I. – Le devoir constitutionnel d'émancipation : à bout de souffle? 422

1.1. – *L'obligation scolaire* 423

1.2. – *L'obligation de vote* 427

II. – Les «obligations correspondantes» aux droits de la seconde et de la troisième générations : pétard constitutionnel mouillé? 432

XI. La constitutionnalisation du droit – Etude d'un bouleversement de perspective (accompli)
par Dominique Caccamisi et Gautier Pijcke 441

Introduction 442

Chapitre I. – La constitutionnalisation de l'ordre juridique belge : étude de son avènement et de son développement . 444

Section I. – *La constitutionnalisation du droit, un phénomène à cerner : définition, origine et conditions d'existence* 444

§1. Quand le droit constitutionnel «se projette» vers l'extérieur .. 444

§2. Un terreau propice à la constitutionnalisation du droit? 445

PAGES

Section II. – *La constitutionnalisation des branches du droit : coup de projecteur sur l'expérience belge* 452

§1. La Cour constitutionnelle, moteur essentiel de la constitutionnalisation du droit 453

A. Naissance et développement de la Cour constitutionnelle belge 453

B. L'impact de l'activité de la Cour sur la constitutionnalisation du droit 460

§2. Les autres acteurs de la constitutionnalisation du droit 463

A. Les pouvoirs normatifs 463

B. La section de législation du Conseil d'Etat 468

C. Les juges 471

D. Les acteurs périphériques 475

CHAPITRE II. – LA CONSTITUTIONNALISATION DE L'ORDRE JURIDIQUE BELGE : AU-DELÀ DES APPARENCES 478

Section I. – *La constitutionnalisation du droit : un vecteur d'unification du droit et d'impérialisme du droit constitutionnel?* 479

Section II. – *La constitutionnalisation du droit : une consécration du modèle pyramidal de notre système juridique?* 484

Section III. – *La constitutionnalisation du droit ou l'avènement des principes de «bonne législation»* 487

CONCLUSION 492

XII. Droits constitutionnels et droits conventionnels : concurrence ou complémentarité?
par Patricia POPELIER et Catherine VAN DE HEYNING 495

1. – INTRODUCTION : PRÉSENTATION DE LA PROBLÉMATIQUE DANS LE CADRE D'UN PLURALISME JURIDICTIONNEL 495

2. – L'INTERPÉNÉTRATION DES DROITS FONDAMENTAUX CONSACRÉS PAR LES CONSTITUTIONS ET PAR LES TRAITÉS 497

2.1. – *L'influence réciproque des Constitutions nationales* 498

2.2. – *L'influence des Constitutions nationales sur la formulation des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme et les influences réciproques des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme* 498

2.3. – *L'influence des traités internationaux en matière de droits de l'homme sur la Constitution belge* 500

2.4. – *Une interaction continue dans le développement et l'interprétation des droits fondamentaux* 503

PAGES

3. – LA CO-EXISTENCE DE DROITS CONSTITUTIONNELS ET CONVENTIONNELS : UN APERÇU 504

3.1. – *Une concurrence limitée des droits fondamentaux* 505

3.2. – *Les droits fondamentaux ayant un fondement exclusivement dans la Constitution* 506

3.3. – *Les droits fondamentaux se fondant exclusivement sur un traité international* 507

3.4. – *Problématique* 509

4. – RÈGLES DE PRIORITÉ EN CAS DE CONCOURS PARTIEL 510

4.1. – *Une question de hiérarchie?* 511

4.2. – *La clause de maximalisation* 514

A. Applications de l'article 53 de la CEDH dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme 516

B. Application de l'article 53 de la CEDH dans la jurisprudence interne 518

4.3. – *L'interprétation conforme au traité* 519

A. Principe 519

B. Problématique dans le cas d'une convergence des ordres juridiques internationaux 521

C. Conséquences 524

D. Justification 525

5. – CONFLITS ENTRE LES DROITS FONDAMENTAUX ET LE DROIT EUROPÉEN DÉRIVÉ 526

5.1. – *Problématique* 526

5.2. – *Application : l'arrêt* Blanchiment 527

5.3. – *Appréciation* 528

6. – LA COMPÉTENCE DES JURIDICTIONS NATIONALES EN CAS DE CONCOURS DE DROITS FONDAMENTAUX 529

6.1. – *Problématique* 529

6.2. – *La solution législative : l'article 26 de la loi spéciale sur la Cour constitutionnelle* 531

6.3. – *Compatibilité avec le droit de l'Union européenne* 532

6.4. – *Appréciation* 533

TABLE DES MATIÈRES
DU VOLUME II

PAGES

PARTIE II.
ANALYSE PARTICULIÈRE
DES DROITS CONSTITUTIONNELS

XIII. Le principe d'égalité et de non-discrimination
par Bernadette RENAULD et Sébastien VAN DROOGHENBROECK 553

INTRODUCTION 553

I. – LE DROIT CONSTITUTIONNEL ÉCRIT : DES TEXTES SANS SYNTHÈSE. 554

I.1. – *L'arrière-fond libéral-révolutionnaire : les articles 10 et 191 de la Constitution* 554

I.2. – *La couche fédéraliste* 557

I.3. – *Le souci du genre* 563

II. – LA SYNTHÈSE PRÉTORIENNE 565

II.1. – *Le champ d'application de l'exigence d'égalité* 566

II.1.1. Le champ d'application *ratione personae* : les titulaires de la garantie constitutionnelle d'égalité et de non-discrimination 566

II.1.1.1. L'égalité et les étrangers 566

II.1.1.2. L'égalité et les personnes morales de droit public 568

II.1.2. Le champ d'application *ratione materiae* 570

II.1.3. Le champ d'application *ratione temporis* 574

II.1.4. L'égalité et le fédéralisme 576

II.1.5. Le sésame de l'égalité : la comparabilité 578

II.2. – *L'interdiction de la discrimination active* 582

II.2.1. Le critère de distinction 584

II.2.2. L'analyse de la mesure critiquée 588

II.2.3. Le rétablissement de l'égalité violée 595

II.3. – *L'interdiction de la discrimination passive et des discriminations indirectes* 596

II.4. – *Les actions positives* 599

II.5. – *L'horizontalisation du principe d'égalité* 601

PAGES

III. – Le droit des textes et le droit des juges 604

XIV. Les droits constitutionnels des étrangers
par Matthieu Lys 607

I. – Le principe constitutionnel de l'égalité entre Belges et étrangers 608

I.A. – *L'étendue de l'assimilation constitutionnelle* 608

I.A.1. Champ d'application *ratione materiae* de l'article 191 de la Constitution 609

I.A.1.1. Les droits politiques 609

I.A.1.1.1. Le droit de vote et d'éligibilité 609

I.A.1.1.2. Le droit d'accès aux emplois publics 611

I.A.1.2. Les autres droits 612

I.A.2. Champ d'application *ratione personae* de l'article 191 de la Constitution 612

I.B. – *Les limitations* 613

I.B.1. Le pouvoir de dérogation octroyé au législateur 613

I.B.1.1. A l'origine : un pouvoir discrétionnaire 613

I.B.1.2. Aujourd'hui : un pouvoir encadré 614

I.B.2. La présence sur le territoire de la Belgique 617

II. – Le principe constitutionnel de l'égalité entre Belges et étrangers à l'épreuve 618

II.A. – *Les zones d'ombre du texte constitutionnel* 619

II.A.1. L'article 191 de la Constitution, une règle de répartition des compétences ? 619

II.A.2. L'exigence d'une loi formelle pour établir des exceptions au principe de l'assimilation de l'étranger au Belge 625

II.A.3. L'applicabilité du principe de l'égalité entre Belges et étrangers restreinte aux seuls étrangers «se trouvant sur le territoire de la Belgique» 626

II.B. – *Droit au séjour et droits fondamentaux de l'étranger : la question des «sans-papiers»* 627

II.B.1. Le principe d'égalité et l'examen des ingérences étatiques dans les droits procéduraux des étrangers en séjour illégal .. 628

II.B.2. Le principe d'égalité et l'examen des ingérences étatiques dans les droits matériels des étrangers en séjour illégal 630

Conclusion 633

PAGES

XV. Les droits politiques

XV.A. Les droits électoraux
par Marc Verdussen 637

I. – Des droits politiques fondamentaux 637

II. – Des droits politiques configurés 641

A. – *La nationalité* 642

B. – *La capacité* 643

C. – *La moralité* 644

D. – *La domiciliation* 646

III. – Des droits politiques dérogeables 650

A. – *Les restrictions justifiées par la fédéralisation de la démocratie.* 650

B. – *Les restrictions justifiées par le fonctionnement de la démocratie.* 653

1. En ce qui concerne le droit de vote 654

2. En ce qui concerne le droit d'éligibilité 655

C. – *Les restrictions justifiées par la survie de la démocratie* 657

XV.B. L'accès aux emplois publics
par Pierre Nihoul 661

Chapitre I. – La nationalité 661

I. – *Quels emplois publics ?* 661

II. – *Et les ressortissants de l'Union européenne ?* 662

III. – *Les exceptions au principe* 664

A. Quelle norme ? 664

B. En faveur de qui ? 665

C. Quels cas particuliers ? 665

Chapitre II. – Le principe de l'égal accès aux emplois publics. 667

I. – *Limitations* 668

A. Diplômes 668

B. Quotas 669

II. – *Quelles implications ?* 669

III. – *Tempéraments* 671

A. Recrutement 672

B. Promotion 674

C. Evaluation 677

PAGES

XV.C. Le droit de pétition
par Aurélie Heraut et Gautier Pijcke ... 679

Introduction ... 679

Chapitre I. – Le droit de pétition : un droit fondamental ... 680

Chapitre II. – La portée du droit de pétition ... 682

Section 1. – *Une obligation générale d'abstention* ... 683

Section 2. – *Des obligations positives* ... 685

Section 3. – *Une obligation de* standstill ? ... 689

Chapitre III. – Les conditions d'exercice du droit de pétition 690

Section 1. – *Les titulaires du droit de pétition* ... 690

Section 2. – *Les destinataires de la pétition* ... 692

Section 3. – *Les conditions de forme et de fond de la pétition* ... 694

Chapitre IV. – Les pétitions adressées à la Chambre des représentants ... 695

Chapitre V. – En guise de conclusion : l'état actuel et futur du droit de pétition ... 698

XV.D. Le droit à la transparence administrative
par Cécile de Terwangne ... 703

Introduction ... 703

I. – Le droit à la publicité des documents administratifs érigé en droit fondamental ... 705

II. – La filiation entre la disposition constitutionnelle et la Convention européenne des droits de l'homme ... 708

III. – Les contours du droit à la publicité de l'administration : l'intervention des autorités législatives du pays en aval de la disposition constitutionnelle ... 709

III.1. – *La question de compétence* ... 709

III.2. – *L'intervention des législateurs* ... 710

IV. – Le principe de la publicité de l'administration : le droit d'accéder aux documents ... 711

IV.1. – *Droit inconditionnel* ... 711

IV.1.1. L'absence d'exigence d'intérêt ... 712

IV.1.2. Les deux voies de l'accès ... 712

PAGES

IV.2. – *Droit conditionné* ... 713

IV.2.1. Notion de document à caractère personnel ... 713

IV.2.2. L'intérêt requis ... 715

IV.2.3. Application conjointe de la loi du 8 décembre 1992 ... 716

V. – Le champ d'application de la publicité passive ... 716

V.1. – *Les titulaires du droit d'accès* ... 716

V.2. – *Les autorités soumises au droit d'accès* ... 717

V.2.1. Les autorités administratives ... 717

V.2.2. Critique du renvoi à la jurisprudence développée sur la base de l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, au nom de l'insécurité juridique ... 718

V.2.3. Critique du renvoi à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, au nom de l'inconstitutionnalité ... 719

V.2.4. Qualification d'autorité publique ... 720

V.3. – *L'objet de l'accès : notion de «document»* ... 721

V.3.1. Portée de la notion ... 721

V.3.2. Le critère : l'autorité doit disposer de l'information ... 724

V.3.3. L'hypothèse où l'autorité ne dispose pas de l'information. 724

VI. – Les exceptions à la publicité ... 725

VI.1. – *Les exceptions fédérales* ... 727

VI.1.1. Les exceptions obligatoires relatives ... 727

VI.1.2. Les exceptions absolues ... 729

VI.2. – *Les exceptions communautaires et régionales* ... 732

VI.3. – *Les exceptions facultatives communes* ... 733

VII. – Les conditions de mise en œuvre : le coût de l'accès ... 735

VIII. – Les recours ... 737

VIII.1. – *Auprès des commissions d'accès aux documents administratifs* ... 737

VIII.2. – *Auprès du juge judiciaire* ... 738

VIII.3. – *L'intérêt des différentes voies de recours* ... 739

IX. – Concurrence entre législation d'accès et d'autres législations ... 741

IX.1. – *La loi de protection des données à caractère personnel* ... 742

IX.2. – *La législation relative à la réutilisation des informations du secteur public* ... 745

PAGES

XVI. Les droits civils

XVI.A. La liberté individuelle
par Anne-Stéphanie Renson 749
Introduction 749
Chapitre I. – Le principe de la liberté individuelle 750
Section 1. – *Les fondements du principe* 750
Section 2. – *La portée du principe* 750
A. Une liberté de mouvement 751
B. Une liberté de choix de sa résidence 751
C. Un droit de ne pas être privé arbitrairement de cette liberté . 751
D. Un droit au respect de l'intégrité corporelle et de la vie humaine ? 752
Section 3. – *Les restrictions au principe* 752
A. Les conditions générales de restriction 752
B. Les restrictions liées au libre choix de sa résidence 753
Chapitre II. – Les conditions d'arrestation 755
Section 1. – *L'arrestation précédée d'une ordonnance* 756
Section 2. – *L'arrestation sans ordonnance* 757
Section 3. – *La présence de l'avocat dès l'arrestation judiciaire du suspect ?* 758
Conclusion 761

XVI.B. Le droit à la légalité des incriminations et des peines
par Jan Theunis 763
1. – L'origine 763
2. – Les textes 764
3. – La portée 767
4. – Le champ d'application 768
5. – L'interdiction des délégations 771
6. – L'exigence de précision 774
7. – L'interdiction de la rétroactivité 783
8. – La proportionnalité de la peine 785
9. – L'interdiction d'une interprétation analogique de la loi pénale 787

PAGES

XVI.C. Le droit de propriété
par Michel Pâques et Cécile Vercheval 789
Introduction 789
Section I. – Les biens, objet du droit de propriété 791
A. – *Définition et caractères du droit de propriété* 791
B. – *Des choses aux biens* 792
Section II. – Les privations du droit de propriété 794
A. – *Le champ d'application naturel de l'article 16 de la Constitution* 794
B. – *Privation et notion de transfert* 795
C. – *Le caractère forcé du transfert de propriété* 796
D. – *L'article 16 de la Constitution et le remembrement légal* 797
E. – *L'influence de la notion de bien* 799
F. – *L'article 16 de la Constitution et l'expropriation «privée» ?* 799
Section III. – Les conditions de la privation du droit de propriété 800
A. – *Habilitation légale* 800
B. – *Utilité publique* 801
C. – *Juste et préalable indemnité* 804
D. – *Autres garanties ?* 805
Section IV. – Les restrictions au droit de propriété 806
A. – *Les atteintes d'origine publique* 806
a) Les atteintes à l'*usus* et au *fructus* 807
b) Les atteintes à l'*abusus* 808
c) Les contrôles jurisprudentiels des atteintes au droit de propriété 809
B. – *Les atteintes d'origine privée* 812
Section V. – L'interprétation évolutive de l'article 16 de la Constitution 814
Conclusion 817

PAGES

XVI.D. La liberté d'expression

XVI.D.1. La liberté d'expression en général
par François TULKENS 821

I. – L'ARTICLE 19 ET SA SURDÉTERMINATION INTERNATIONALE 822
A. – *L'exigence de légalité* 824
B. – *L'exigence de légitimité* 826
C. – *L'exigence de proportionnalité* 827

II. – QUANT À LA DÉLICATE COMBINAISON DE L'ARTICLE 19 DE LA CONSTITUTION ET DE L'ARTICLE 10 DE LA CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME 828

III. – L'ÉTENDUE ET LES LIMITES DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION SELON LA JURISPRUDENCE BELGE 836
A. – *Les bénéficiaires de la liberté d'expression* 836
1. Toute personne physique ou morale contribuant à une communication 836
2. Les fonctionnaires et magistrats soumis à l'obligation de réserve 837
3. Les enseignants 838
B. – *Les discours protégés par la liberté d'expression* 838
1. Tous discours, même choquant et provoquant 838
2. Limitation pour les discours liberticides ou de haine 839
3. Le discours commercial 839
4. Le discours politique 840
5. Le discours artistique 841
6. Le discours satirique 841
7. Le contenu des propos litigieux : distinction des éléments de fait et jugement de valeur 841
8. La forme, le ton, le contexte des propos 842
9. La cible des critiques 842
10. Les mesures demandées 842

XVI.D.2. La liberté de la presse
par François JONGEN et Cyrille DONY 845

I. – LA NOTION DE PRESSE 846
A. – *Interprétation stricte* VS. *interprétation évolutive* 846
B. – *Evaluation critique des thèses en présence* 850

II. – LES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DE LA LIBERTÉ DE PRESSE 855
A. – *Interdiction de la censure* 855

PAGES

B. – *Interdiction du cautionnement* 857
C. – *Responsabilité en cascade* 857
D. – *Garanties procédurales* 861

CONCLUSIONS 862

XVI.E. La liberté de culte
par Marie-Françoise RIGAUX et Louis-Léon CHRISTIANS 865

1. – LES PARADOXES DU RÉGIME BELGE 865

2. – DOUZE TÉMOIGNAGES JURISPRUDENTIELS D'UN SYSTÈME PARADOXAL 869
Les religions reconnues doivent-elles respecter les droits de l'homme? 869
Combien y a-t- il de régimes des cultes en Belgique? 872
Le dimanche est-il moins religieux que Dieu? 874
La mort civile est-elle vraiment abolie? 875
L'Etat peut-il assurer la protection du consommateur religieux? 877
Le foulard est-il moins reconnu que l'Islam? 879
Peut-on être ministre du culte sans discrimination? 881
Les Belges ont-ils une âme? 882
Les Belges peuvent-ils avoir une conscience? 883
Les cultes reconnus doivent-ils être démocratiques? 887
Le juge belge est-il syncrétiste? 893
Le prononcé du divorce civil doit-il être antérieur au divorce religieux? 895

EN GUISE DE CONCLUSION 897

XVI.F. Le droit au respect de la vie privée

XVI.F.1. Le droit au respect de la vie privée et de la personnalité
par Koen LEMMENS 901

INTRODUCTION 901

I. – LES CONCEPTS 905
A. – *Vie privée* 905
B. – *Personnalité* 907

II. – LES BASES JURIDIQUES 908
A. – *Les droits de la personnalité* 909
B. – *Le droit constitutionnel à la protection de la vie privée* 910
1. L'origine et la portée de l'article 22 de la Constitution 910

PAGES

2. Les obligations positives 912
3. Les exceptions 912
4. La répartition des compétences 914

C. – *La pertinence de la discussion concernant la base légale* 916

III. – La protection de la personnalité dans la pratique jurisprudentielle 917

A. – *La jurisprudence de la Cour constitutionnelle* 917

B. – *La jurisprudence des cours et tribunaux* 922

1. Les exceptions propres aux personnes 924
2. Les exceptions propres au contexte 928

Conclusion 930

XVI.F.2. Le droit au respect de la vie privée et le corps humain
par Marc Van Overstraeten 933

Section 1. – Le corps et la vie privée 935

§1. – *L'élément tangible du corps* 936

§2. – *Les éléments composites du corps* 939

Section 2. – Le corps et le respect dû à la vie privée 941

§1. – *Le respect de l'intégrité* 941

§2. – *Le respect de l'intimité* 947

§3. – *Le respect de la liberté* 952

A. La liberté relative au respect de l'intégrité 953
B. La liberté relative au respect de l'intimité 962
C. La liberté relative aux éléments du corps proprement dits ... 965

XVI.F.3. Le droit au respect de la vie privée et le domicile
par Benoît Maréchal et Sébastien Depré 971

Introduction 971

Chapitre I. – La protection du domicile : champ d'application .. 974

Section 1. – *Le domicile* 974

1. Les différentes notions de domicile 974
2. Le domicile tel que protégé par l'article 15 de la Constitution 976
3. Le domicile tel que repris dans l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme 978

Section 2. – *Le droit au respect de la vie privée et familiale* 979

1. Notion de droit au respect de la vie privée et familiale 979
2. Sphères de la vie privée 981

PAGES

Section 3. – *Pour une évolution de la notion de domicile en droit belge* 983

Chapitre II. – Ingérences dans le domicile 986

Section 1. – *Conditions auxquelles doit répondre une ingérence* 986

Section 2. – *Visite domiciliaire* 988

Section 3. – *Méthodes particulières de recherches* 991

Section 4. – *Les nuisances environnementales* 996

Conclusion 998

XVI.F.4. Le droit au respect de la vie privée face aux nouvelles technologies
par Elise Degrave et Yves Poullet 1001

Section 1. – L'article 22 et sa filiation réclamée à l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme 1003

I. – *L'évolution de la notion de vie privée* 1006

II. – *Les technologies de l'information, l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et l'article 22 de la Constitution* 1008

III. – *De la vie privée à la protection des données* 1009

Section 2. – Les traitements de données à caractère personnel encadrés par l'article 22 de la Constitution 1012

I. – *La désignation du législateur compétent* 1012

II. – *Le contenu de la loi* 1016

A. Les éléments essentiels du traitement déterminés par le législateur 1016

1. Une loi prévisible 1017

a) La loi du 8 décembre 1992 élevée au rang de norme de référence 1018

b) Le respect de la loi du 8 décembre 1992 comme condition suffisante de la prévisibilité de la norme 1020

2. Une loi contre l'arbitraire de la puissance publique 1024

a) La compétence décisionnelle de la Commission de la protection de la vie privée 1025

b) Le statut de la Commission de la protection de la vie privée . 1026

c) Une situation inadmissible dans un Etat de droit 1028

B. La proportionnalité 1029

1. La proportionnalité dans les normes de valeur législative... 1029

PAGES

2. La proportionnalité dans les normes de valeur réglementaire. 1031
a) La proportionnalité du traitement de données à caractère personnel ... 1032
b) La proportionnalité des données utilisées lors des traitements de données à caractère personnel ... 1033

CONCLUSIONS ... 1034

XVI.G. Le droit au respect de la vie familiale
par Jean-Louis RENCHON et Geoffrey WILLEMS ... 1037

SECTION 1. – CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES ... 1037

A. – *L'insertion dans la Constitution du concept de «vie privée et familiale»* ... 1037

B. – *La notion de «vie familiale»* ... 1042

C. – *Les implications du droit au respect de la vie familiale : les obligations négatives et les obligations positives des autorités publiques* ... 1045

D. – *La spécificité de la disposition contenue dans l'article 22 de la Constitution* ... 1047

SECTION 2. – L'APPLICATION EN DROIT INTERNE BELGE DE L'ARTICLE 22 DE LA CONSTITUTION ... 1048

A. – *Observation préalable : la lente mise en œuvre de l'article 22 de la Constitution* ... 1048

B. – *Illustrations jurisprudentielles* ... 1052
1. La jurisprudence de la Cour de cassation ... 1052
2. La jurisprudence de la Cour constitutionnelle ... 1054

XVI.H. Le droit de se réunir librement
par Pierre NIHOUL ... 1065

I. – PRÉLIMINAIRES ... 1065

II. – LE CONTENU DE LA LIBERTÉ DE RÉUNION ... 1066

A. – *Les réunions privées en un lieu clos et couvert* ... 1066

B. – *Les réunions publiques en un lieu clos et couvert* ... 1067

C. – *Les rassemblements en plein air* ... 1070

III. – LES LIMITES À LA LIBERTÉ DE RÉUNION ... 1071

A. – *Sous réserve des droits civils* ... 1071

B. – *Ingérences admissibles* ... 1072
1. Les normes réglementant l'exercice de la liberté de réunion ... 1072
2. Les mesures de police ... 1075

PAGES

C. – *Forces armées, forces de police et fonctionnaires* ... 1078

D. – *Liberticides* ... 1078

XVI.I. La Liberté d'association
par Annemie SCHAUS ... 1079

I. – DU CONTENU DE LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION ... 1080

A. – *La liberté de s'associer* ... 1080

B. – *Le droit de fonder un parti politique* ... 1084

C. – *La liberté syndicale* ... 1086

D. – *La liberté de ne pas s'associer ou de choisir son association* ... 1088

II. – DES RESTRICTIONS À LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION ... 1089

A. – *L'association de malfaiteurs* ... 1090

B. – *La coalition de fonctionnaires* ... 1090

C. – *Les milices privées* ... 1090

D. – *Les associations qui prônent la discrimination raciale* ... 1091

E. – *Les associations hostiles à la Convention européenne des droits de l'homme* ... 1092

F. – *Agents de l'Etat, militaires et forces de polices* ... 1095

XVI.J. La liberté linguistique
par Nicolas BONBLED et Sophie WEERTS ... 1097

INTRODUCTION ... 1097

I. – LA CONSTITUTIONNALISATION DE LA LIBERTÉ LINGUISTIQUE ... 1099

1. – *Les options rédactionnelles* ... 1100

2. – *Des ambiguïtés originelles* ... 1104
A. L'absence de statut officiel de la langue néerlandaise ... 1104
B. Les bénéficiaires de la liberté linguistique ... 1107
1. Une liberté reconnue aux particuliers ... 1107
2. Une liberté reconnue aux personnes physiques et morales ... 1112

II. – LA PORTÉE DE LA LIBERTÉ DANS LE CADRE DES RELATIONS PRIVÉES ... 1113

1. – *Le principe : une liberté «absolue» dans la sphère privée* ... 1113
A. La définition de la sphère privée ... 1114
B. Les langues protégées dans la sphère privée ... 1116
C. L'existence de normes réglant l'emploi des langues dans la sphère privée et l'interprétation de l'article 30 ... 1118

PAGES

D. Les obligations des autorités publiques 1125

2. – *L'exception : l'emploi des langues en matière sociale* 1128

III. – La portée de la liberté dans le cadre des relations avec les autorités publiques 1129

1. – *La règle de la légalité en matière linguistique* 1130

2. – *Les domaines d'intervention énumérés* 1131

A. Les actes de l'autorité publique 1132

B. Les affaires judiciaires 1134

C. Les matières administratives 1136

D. L'enseignement dans les établissements créés, subventionnés ou reconnus par les pouvoirs publics 1140

3. – *L'effectivité de la liberté* 1143

Conclusion 1146

XVI.K. Le droit à la libre circulation des personnes

par Antoine Bailleux 1149

Introduction 1149

1. – Le siège de la libre circulation 1150

2. – L'origine de la libre circulation 1152

3. – Le statut de la libre circulation 1154

4. – La nature de la libre circulation 1155

A. – *Un titre de compétence fédérale* 1156

B. – *Une condition d'exercice des compétences de toutes les autorités publiques* 1157

C. – *Un droit fondamental ?* 1158

5. – La portée et les limites de la libre circulation 1160

A. – *La portée* 1160

B. – *Les limites* 1162

6. – L'intensité de la libre circulation 1164

A. – *La libre circulation belgo-belge, plus intense que son homologue communautaire* 1164

B. – *La libre circulation belgo-belge, d'intensité équivalente à son homologue communautaire* 1165

PAGES

C. – *La libre circulation belgo-belge, plus lâche que son homologue communautaire* 1167

Conclusion 1170

XVII. Les droits économiques, sociaux et culturels

XVII.A. Les droits en matière d'enseignement

par Xavier Delgrange et Mathias El Berhoumi 1175

A. – Brève histoire constitutionnelle 1176

B. – Le droit de l'enseignement obligatoire 1192

1. – *Le droit à l'enseignement* 1195

a) L'accès à un établissement 1196

b) L'obligation scolaire 1198

c) La gratuité 1201

d) L'égalité par l'uniformité de l'enseignement 1205

e) La liberté des élèves 1207

f) La reconnaissance des diplômes 1209

g) Le contentieux scolaire 1210

2. – *Le libre choix* 1211

a) L'inscription dans l'école de son choix 1212

b) Le libre choix limité aux convictions philosophiques et religieuses ? 1213

c) La langue de l'enseignement 1216

3. – *La liberté organisationnelle* 1220

a) Le droit d'ouvrir une école et de recevoir des subventions 1223

b) La liberté de choisir son personnel 1229

c) La liberté des méthodes pédagogiques et la délivrance des diplômes 1232

d) L'offre du point de vue des convictions 1238

e) L'offre du point de vue de la langue de l'enseignement 1239

4. – *La liberté des enseignants* 1241

C. – Le droit de l'enseignement supérieur 1243

1. – *Le droit à l'enseignement* 1246

a) L'accès aux études 1246

b) La gratuité 1251

c) L'égalité des étudiants 1254

d) La liberté des étudiants 1258

e) La participation des étudiants 1262

PAGES

f) La protection juridictionnelle 1264

2. – *Le libre choix* 1265

a) L'inscription dans l'établissement de son choix 1265

b) Les convictions philosophiques et religieuses 1266

c) Les options pédagogiques 1268

3. – *La liberté organisationnelle* 1269

a) Le droit d'ouvrir un établissement 1270

b) Le droit au subventionnement 1273

c) La liberté de choisir son personnel 1276

d) La liberté pédagogique 1278

e) L'offre du point de vue des convictions 1281

f) L'offre du point de vue de la langue de l'enseignement 1282

g) L'autonomie de gestion 1282

4. – *La liberté académique* 1283

D. – La réglementation de l'enseignement, apanage du législateur 1285

Conclusion 1290

XVII.B. Le droit au travail et au libre choix d'une activité professionnelle, le droit à des conditions de travail et à une rémunération équitables et le droit d'information, de consultation et de négociation collective

par Pierre Joassart 1295

I. – Les aspects individuels du droit au travail 1297

A. – *Le droit au travail et la liberté de travailler* 1297

1. Le droit au travail 1297

2. La liberté de travailler 1300

B. – *Le droit au libre-choix d'une activité professionnelle* 1302

1. L'interdiction du travail forcé 1302

2. La liberté de choisir son activité professionnelle 1305

3. La liberté dans les modalités d'exercice de l'activité choisie .. 1310

C. – *Le droit à des conditions de travail et à une rémunération équitables* 1311

1. Le droit à des conditions de travail équitables 1312

2. Le droit à une rémunération équitable 1314

PAGES

II. – Les aspects collectifs du droit au travail 1315

A. – *Les droits d'information et de consultation* 1316

B. – *Le droit de négociation collective* 1319

XVII.C. Les droits à la sécurité sociale et à l'aide sociale, médicale et juridique

par Jean-François Neven, Elise Dermine, Simon Palate et Steve Gilson 1323

Introduction 1323

I. – «A cette fin» mais en «tenant compte des obligations correspondantes»: de quelle dignité humaine parle-t-on? 1325

A. – *De la dignité humaine* 1326

B. – *Une dignité à deux vitesses?* 1327

C. – *Obligations correspondantes et Etat social actif* 1328

D. – *Droit au travail et obligation au travail* 1329

E. – *Une dignité sans solidarité?* 1331

II. – L'article 23 de la Constitution, un guide d'interprétation pour le juge judiciaire? 1332

A. – *Contexte général* 1332

B. – *L'article 23 dans la mission d'interprétation du Juge* 1334

C. – *La méthode d'interprétation retenue par la Cour constitutionnelle* 1340

III. – Une matière réservée au législateur, mais avec de larges possibilités de délégation 1342

A. – *Le cadre théorique de l'intervention normative du pouvoir exécutif* 1343

B. – *La jurisprudence relative à l'intervention du pouvoir exécutif dans la matière de la sécurité sociale* 1344

C. – *Des explications à l'intervention du pouvoir exécutif dans une matière réservée au pouvoir législatif* 1348

D. – *Conclusions* 1350

IV. – L'incidence du passé: acquis ou passif? 1351

A. – *L'immunité des lois antérieures à l'entrée en vigueur de l'article 23 de la Constitution, un principe évident?* 1352

B. – *Le passé, un acquis irréversible?* 1353

1. La portée de l'obligation de *standstill* 1355

2. Le champ d'application temporel de l'obligation de *standstill* . 1359

PAGES

V. – L'ÉGALITÉ PLUTÔT QUE LA DIGNITÉ HUMAINE COMME NORME DE CONTRÔLE ? ... 1361

A. – *Le principe d'égalité* ... 1362

1. La comparabilité restreinte des divers régimes de sécurité sociale ... 1362

2. L'inclusion de l'octroi éventuel d'une prestation d'assistance, dans l'appréciation d'une différence de traitement ... 1365

B. – *La dignité humaine comme norme de contrôle* ... 1366

VI. – LE DROIT À LA SÉCURITÉ SOCIALE ET A L'AIDE SOCIALE : UNE DISPOSITION SANS NORME INTERNATIONALE CORRESPONDANTE, ET POURTANT... ... 1370

A. – *La Charte sociale européenne* ... 1371

B. – *La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et ses prolongements en droit de la sécurité sociale* ... 1372

1. L'application de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme aux litiges de sécurité sociale ... 1372

2. L'article 1er du Protocole additionnel n° 1 à la Convention ... 1373

C. – *Autres dispositions de droit international garantissant des droits fondamentaux* ... 1376

VII. – LE DROIT À L'AIDE JURIDIQUE : DES AVANCÉES PLUS SIGNIFICATIVES ... 1377

A. – *Un droit qui doit être garanti de manière autonome?* ... 1378

B. – *Une matière véritablement réservée au législateur?* ... 1379

C. – *Une violation du* standstill ... 1380

D. – *Un bilan nettement plus positif que pour les autres droits visés à l'article 23, alinéa 3, 2°?* ... 1381

CONCLUSIONS ... 1382

XVII.D. Le droit à un logement décent
par Nicolas BERNARD ... 1383

INTRODUCTION ... 1383

1. – L'INVOCATION DE L'ALINÉA 1er DE L'ARTICLE 23 DE LA CONSTITUTION ... 1384

2. – L'OBLIGATION DE RELOGEMENT ... 1386

3. – UNE OBLIGATION DE RÉSULTATS ... 1389

4. – UN SIMPLE PRINCIPE CORRECTEUR, LE DROIT AU LOGEMENT ? ... 1391

PAGES

5. – L'ARTICLE 23 DE LA CONSTITUTION ET LES NORMES DE QUALITÉ EN FLANDRE ... 1392

6. – LE DROIT CONSTITUTIONNEL AU LOGEMENT ET LA COUR CONSTITUTIONNELLE ... 1396

7. – L'INVOCATION DE L'ARTICLE 23 DE LA CONSTITUTION N'EST PAS LE REMÈDE MIRACLE ... 1406

CONCLUSION ... 1412

XVII.E. Le droit à la protection d'un environnement sain
par Charles-Hubert BORN et Francis HAUMONT ... 1415

INTRODUCTION ... 1415

I. – LES SOURCES ... 1417

1.1. – *Les sources de droit international et européen* ... 1418

1.2. – *Les sources en droit interne* ... 1420

1.2.1. Les sources constitutionnelles ... 1420

1.2.2. Les sources légales ... 1422

II. – L'ÉTENDUE DU DROIT À LA PROTECTION D'UN ENVIRONNEMENT SAIN ... 1423

III. – LES EFFETS DU DROIT À LA PROTECTION D'UN ENVIRONNEMENT SAIN ... 1425

3.1. – *L'effet direct et l'invocabilité directe du droit à la protection d'un environnement sain* ... 1426

3.1.1. La voie vers une reconnaissance d'un effet direct «subjectif» du droit à la protection d'un environnement sain? ... 1426

3.1.2. L'incontestable invocabilité directe du droit à l'environnement ... 1430

3.2. – *Les obligations positives* ... 1431

3.2.1. Le devoir général de mettre en œuvre progressivement le droit à la protection d'un environnement sain ... 1432

3.2.2. Les obligations procédurales ... 1435

– L'obligation d'organiser l'accès à l'information en matière d'environnement ... 1435

– L'obligation d'assurer la participation du public aux décisions en matière d'environnement ... 1436

– L'obligation d'intégration ... 1436

3.2.3. Les obligations substantielles ... 1438

– L'obligation de prendre des mesures substantielles de protection de l'environnement ... 1439

PAGES

– L'obligation d'appliquer le principe de précaution 1439
– L'obligation d'imposer des devoirs de protection de l'environnement aux particuliers 1440
– Vers l'émergence d'un principe de substitution ? 1441
3.2.4. L'obligation d'interprétation conforme 1442
3.2.5. Les obligations positives découlant du droit au respect de la vie privée et familiale en matière d'environnement 1442
3.3. – *Les obligations négatives* 1443
3.3.1. L'obligation générale de respecter le droit à la protection d'un environnement sain 1444
3.3.2. L'obligation de «*standstill*» 1446
1. La Cour constitutionnelle 1447
a) Le point de référence 1449
b) L'existence d'un recul 1449
c) La justification du recul 1453
2. Le Conseil d'Etat 1455
a) La section de législation 1455
b) La section du contentieux administratif 1457
1° Le champ d'application 1458
2° Le point de référence 1458
3° L'existence d'un recul 1459
4° La justification du recul 1461
3. La Cour de cassation 1462
3.3.3. L'influence du droit international et européen de l'environnement sur la portée des obligations négatives découlant de l'article 23 1462
3.4. – *Les effets sur le contentieux* 1466
3.4.1. L'influence du droit à la protection d'un environnement sain sur l'appréciation de l'intérêt à agir des défenseurs de l'environnement 1466
3.4.2. L'influence du droit à la protection d'un environnement sain sur l'évaluation du préjudice grave et difficilement réparable 1468
Conclusions 1469

XVII.F. **Le droit à l'épanouissement culturel**
par Céline Romainville 1473
Propos introductifs – Le sous-développement conceptuel du droit à l'épanouissement culturel 1473

PAGES

I. – Les composantes du droit à l'épanouissement culturel 1478
1. – *L'objet du droit à l'épanouissement culturel* 1478
A. La culture en tant qu'objet d'un droit subjectif individuel 1479
a) Précisions conceptuelles 1479
b) L'«image juridique» de la culture dans le droit à l'épanouissement culturel 1481
2. – *Les prérogatives induites du droit à l'épanouissement culturel* 1484
A. La participation réceptive 1486
B. La participation active 1492
C. La liberté de choix en matière culturelle 1494
D. La liberté artistique et la liberté de recevoir des informations en matière culturelle 1497
E. Le droit de participer à la prise de décision en matière culturelle 1497
F. Le droit à l'égalité et à la non-discrimination en matière culturelle 1498
II. – Les obligations découlant du droit à l'épanouissement culturel 1500
1. – *L'obligation de respecter le droit à l'épanouissement culturel* 1500
2. – *L'obligation de protéger le droit à l'épanouissement culturel* 1502
3. – *L'obligation de réaliser le droit à l'épanouissement culturel* 1503
A. L'obligation de conserver, de développer, de soutenir et de diffuser la culture 1503
B. L'obligation de démocratiser la culture et d'instaurer une démocratie culturelle 1504
III. – La sanction des obligations 1506
1. – *Une diversité de sanctions* 1506
2. – *Une sanction particulière : l'obligation de* standstill 1507
A. L'application de l'obligation de *standstill* au droit à l'épanouissement culturel 1507
B. L'identification des obligations positives pour le droit à l'épanouissement culturel 1508
C. L'identification du plus haut niveau de protection pour le droit à l'épanouissement culturel, du recul et des éventuelles compensations 1509
Conclusion : Vers un axe de refondation des politiques culturelles ? 1510

PAGES

XVII.G. La dignité humaine : droit constitutionnel ou principe matriciel?
par Philippe COPPENS 1511

INTRODUCTION 1511

Section 1. – *La dignité comme fonction et comme nature* 1513

Section 2. – *La dignité comme droit ou comme représentation* 1520

§1. Règle de droit, dignité et tierce instance 1523

§2. Connaissance et reconnaissance de la dignité 1526

CONCLUSIONS 1528

XVIII. Les droits catégoriels

XVIII.A. Les droits constitutionnels des justiciables
par Laurent KENNES, Joëlle SAUTOIS et Marc UYTTENDAELE 1533

I. – INTRODUCTION GÉNÉRALE 1533

1. – *Le justiciable* 1533

2. – *Des droits constitutionnels : un texte lacunaire* 1534

3. – *Un texte largement interprété* 1535

4. – *L'énumération des droits constitutionnels* 1535

II. – LE DROIT DE NE PAS SE VOIR DISTRAIRE DU JUGE QUE LA LOI LUI ASSIGNE 1537

III. – L'ABOLITION DE LA PEINE DE MORT 1540

IV. – L'INTERDICTION DE LA PEINE DE CONFISCATION GÉNÉRALE DES BIENS 1540

V. – L'INTERDICTION DE PRONONCER LA MORT CIVILE 1542

VI. – LE SECRET DES LETTRES 1542

VII. – LE DROIT À L'INITIATIVE JUDICIAIRE CONTRE LES FONCTIONNAIRES PUBLICS 1546

VIII. – L'IMMUNITÉ DE CERTAINES PERSONNES EN RAISON DE LEURS FONCTIONS 1546

IX. – LA PUBLICITÉ DES DÉBATS 1547

X. – LA MOTIVATION DES DÉCISIONS 1551

XI. – LE DROIT À UN JUGE INDÉPENDANT 1556

1. – *Séparation des pouvoirs et Etat de droit* 1556

PAGES

2. – *Le droit d'être jugé par une personne indépendante du pouvoir exécutif* 1558

3. – *Le droit à l'indépendance relative du ministère public* 1558

XII. – LE DROIT D'ÊTRE JUGÉ PAR UN JURY POPULAIRE 1559

CONCLUSIONS 1564

XVIII.B. Les droits constitutionnels des contribuables
par Marc BOURGEOIS et Edoardo TRAVERSA 1567

INTRODUCTION GÉNÉRALE 1567

I. – LE DROIT AU CONSENTEMENT DÉMOCRATIQUE : LA LÉGALITÉ DE L'IMPÔT 1572

1. – *Origine historique du principe* 1574

2. – *Effectivité du principe* 1576

3. – *Portée du principe – Précisions* 1577

4. – *Tempéraments* 1579

II. – LE DROIT À LA SÉCURITÉ JURIDIQUE : LES PRINCIPES DE «BONNE ADMINISTRATION» ET DE «NON-RÉTROACTIVITÉ DES LOIS» 1582

III. – L'ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION EN MATIÈRE FISCALE 1585

IV. – LE DROIT À LA LIBRE CIRCULATION ET LA LIBERTÉ DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE 1593

XVIII.C. Les droits constitutionnels des enfants
par Anne RASSON-ROLAND et Anne-Catherine RASSON 1599

INTRODUCTION 1599

I. – LA PROTECTION CONSTITUTIONNELLE DES ENFANTS 1601

1. – *La protection générale* 1604

2. – *La révision constitutionnelle de 2000* 1608

3. – *La révision constitutionnelle de 2008* 1612

II. – LES DROITS CONSTITUTIONNELS DES ENFANTS 1616

1. – *Articles 10 et 11 de la Constitution : l'égalité entre les enfants* .. 1617

2. – *Article 19 de la Constitution : la liberté d'expression des enfants* 1620

3. – *Article 22 de la Constitution : le droit au respect de la vie privée et familiale des enfants* 1621

4. – *Le droit au respect de l'intégrité des enfants (Constitution, article 22bis, alinéa 1er)* 1625

PAGES

5. – *Le droit de s'exprimer des enfants (Constitution, article 22bis, alinéa 2)* ... 1627

6. – *Le droit au développement des enfants (Constitution, article 22bis, alinéa 3)* ... 1627

7. – *L'intérêt supérieur de l'enfant (Constitution, article 22bis, alinéa 4)* ... 1628

8. – *Article 23 de la Constitution : les droits sociaux des enfants* ... 1630

9. – *Les garanties juridictionnelles* ... 1631

10. – *Articles 12 et 27 de la Constitution : la liberté individuelle et la liberté d'association des enfants* ... 1634

CONCLUSION ... 1635

XVIII.D. **Les droits des minorités**
par Nicolas BONBLED et Pierre VANDERNOOT ... 1637

INTRODUCTION ... 1637

PARTIE I. – L'ARTICULATION ENTRE LES PRINCIPES D'ÉGALITÉ ET DE NON-DISCRIMINATION ET LA PROTECTION DES MINORITÉS PAR LES DROITS FONDAMENTAUX ... 1647

Chapitre 1. – *Egalité, non-discrimination et droits fondamentaux* ... 1648

Chapitre 2. – *Egalité, non-discrimination et protection des minorités : l'article 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques* ... 1652

Chapitre 3. – *Les tentatives d'application de la notion de «minorités (nationales)» en Belgique* ... 1657

Chapitre 4. – *Egalité, non-discrimination, droits universels et émergence du droit des minorités* ... 1667

PARTIE II. – LES DROITS SPÉCIFIQUES RECONNUS AUX MINORITÉS ... 1673

Chapitre 1. – *Les droits des minorités linguistiques* ... 1673

Section 1. Considérations sur les rapports entre l'institution des communautés, les régions linguistiques, les «communes à facilités» et le principe de territorialité ... 1675

Section 2. Les droits linguistiques ... 1685

Sous-section 1. Considérations générales ... 1685

Sous-section 2. Les droits linguistiques en matière administrative ... 1693

1. Les bénéficiaires ... 1693

2. Les droits garantis ... 1694

2.1. Les droits garantis dans les régions unilingues ... 1697

a) A l'égard des services locaux ... 1697

PAGES

b) A l'égard des services régionaux ... 1700

c) L'interprétation restrictive des droits linguistiques ... 1703

2.2. Les droits garantis dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ... 1711

a) A l'égard des services locaux ... 1712

b) A l'égard des services régionaux ... 1713

c) A l'égard des services fédéraux ... 1714

Sous-section 3. Les droits linguistiques en matière d'enseignement ... 1716

1. Dans les régions unilingues ... 1717

2. Dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ... 1723

3. L'exercice de l'inspection pédagogique sur les écoles «minoritaires» ... 1724

3.1. La répartition des compétences en matière d'inspection pédagogique ... 1725

3.2. Le contentieux relatif au décret de la Communauté flamande du 23 octobre 2009 ... 1731

Sous-section 4. Les droits linguistiques en matière judiciaire ... 1738

Section 3. Le regard européen sur l'application du principe de territorialité et de la législation linguistique en Belgique ... 1742

Chapitre 2. – *Les droits des minorités «idéologiques et philosophiques»* ... 1748

Section 1. La notion constitutionnelle de minorités «idéologiques et philosophiques» ... 1749

Section 2. Les «minorités» protégées par la loi du 16 juillet 1973 relative au Pacte culturel ... 1752

Section 3. Les droits reconnus par la loi du 16 juillet 1973 ... 1757

Chapitre 3. – *Les minorités «philosophiques et religieuses»* ... 1760

Section 1. Les bénéficiaires du droit de choisir entre les cours de religion et de morale ... 1761

Section 2. La portée de l'obligation constitutionnelle ... 1763

Section 3. Les modalités d'exercice du droit de choisir entre les cours de religion et de morale ... 1766

Section 4. Les limites internationales : les facultés de dispense pour les cours de religion et de morale ... 1767

PARTIE III. – LES AMÉNAGEMENTS INSTITUTIONNELS ... 1775

Chapitre 1. – *Les aménagements institutionnels reconnus aux minorités linguistiques* ... 1776

Section 1. Au niveau fédéral ... 1776

Section 2. Au niveau des communautés et des régions ... 1783

Section 3. Au niveau de la Région de Bruxelles-Capitale et des Commissions communautaires ... 1784

PAGES

Sous-section 1. Au niveau du pouvoir législatif de la Région de Bruxelles-Capitale 1785

Sous-section 2. Au niveau du pouvoir exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale 1788

Sous-section 3. Au niveau des commissions communautaires .. 1789

Sous-section 4. Au sein de l'administration régionale 1790

Sous-section 5. Au niveau des communes et des zones de police de la Région de Bruxelles-Capitale 1791

Chapitre 2. – *Les aménagements institutionnels reconnus aux minorités idéologiques et philosophiques* 1796

Section 1. La composition du personnel des services publics culturels 1796

Section 2. La sonnette d'alarme idéologique et philosophique ... 1798

Chapitre 3. – *Les aménagements institutionnels reconnus aux minorités philosophiques et religieuses* 1800

Section 1. Les religions et philosophies reconnues 1803

Section 2. Les règles répartitrices de compétence et les réalisations régionales 1806

Section 3. Les perspectives de réforme 1810

CONCLUSION 1811

Conclusions

par Nicolas BONBLED et Marc VERDUSSEN 1821

I. – DES DROITS FONDAMENTAUX DE PLUS EN PLUS IMBRIQUÉS 1821

II. – DES DROITS CONSTITUTIONNELS DE MOINS EN MOINS PARTICULIERS 1825

A. – *L'énonciation des droits constitutionnels* 1827

B. – *L'interprétation des droits constitutionnels* 1833

III. – DES DROITS CONSTITUTIONNELS DE PLUS EN PLUS MENACÉS ?... 1836

ANNEXES

La Constitution – Articles consacrant des droits constitutionnels 1843

Bibliographie raisonnée sur les droits constitutonnels en Belgique ... 1851